



## ACCORD-CADRE DE SERVICES

### REGLEMENT DE LA CONSULTATION

#### Marché n° 2026-04

**Mode de passation :** Procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° du Code de la Commande Publique

Objet de l'accord-cadre :  
Transports collectifs privés destinés à répondre aux besoins  
des services communaux

Date et heure limites de remise des offres
Le 27 mars 2026 à 23h55
Date limite de modifications de détail au dossier de la consultation
Le 20 mars 2026 à 23h55
Date limite pour les questions posées par les candidats
Le 18 mars 2026 à 23h55
Date limite pour répondre aux questions des candidats
Le 20 mars 2026 à 23h55
Date limite de remise de la copie sauvegarde (facultative)
Le 27 mars 2026 à 17h00

## SOMMAIRE

### **Article 1 – Dispositions générales de l'accord-cadre**

- 1.1. Objet de l'accord-cadre
- 1.2. Décomposition de l'accord-cadre
- 1.3. Procédure de passation
- 1.4. Type d'accord-cadre
- 1.5. Nomenclature communautaire

### **Article 2 – Conditions de la consultation**

- 2.1. Variantes / Prestations supplémentaires éventuelles
- 2.2. Durée de l'accord-cadre
- 2.3. Forme juridique des groupements
- 2.4. Délai de validité des offres

### **Article 3 – Dossier de consultation**

- 3.1. Contenu du dossier de consultation
- 3.2. Modification de détail du dossier de consultation

### **Article 4 – Présentation des candidatures et des offres**

- 4.1. Contenu de l'enveloppe à remettre par le candidat
- 4.2. Pièces devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

### **Article 5 – Conditions d'envoi des offres**

- 5.1. Présentation et dépôt des plis
- 5.2. Date et heure limites de réception

### **Article 6 – Sélection des candidatures et jugement des offres**

- 6.1. Sélection des candidatures
- 6.2. Jugement des offres
- 6.3. Négociation

### **Article 7 – Renseignements complémentaires**

- 7.1. Renseignements complémentaires
- 7.2. Visite de site
- 7.3. Voies de recours

## Article 1- Dispositions générales de l'accord-cadre

### 1.1- Objet de l'accord-cadre

La présente consultation concerne **des prestations de services de transports collectifs privés destinés à répondre aux besoins des services communaux.**

### 1.2- Décomposition de l'accord-cadre

#### 1.2.1 – Décomposition en lots

L'accord-cadre se décompose en 2 lots :

- Lot n°1 : Transports scolaires et périscolaires
- Lot n°2 : Transports dans le cadre des centres de loisirs, des centres d'animations jeunesse et autres services communaux

#### 1.2.2 – Décomposition en tranches

Sans objet.

### 1.3- Procédure de passation

La consultation est passée selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1° et R.2123-1-1° du Code de la Commande Publique.

### 1.4- Type d'accord-cadre

En application de l'article R.2162-4-2°, il s'agit d'un accord-cadre mono-attributaire comportant un montant maximum annuel suivant :

Lot n°	Montant maximum annuel HT
1	50 000,00 €
2	50 000,00 €

### 1.5- Nomenclature communautaire

La classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Classification principale	
Code CPV	Intitulé CPV
60000000-8	Service de transport

## Article 2 - Conditions de la consultation

### 2.1 - Objet de la consultation

La variante est une modification des spécifications prévues dans la solution de base décrite dans les documents de la consultation. **Les variantes ne sont pas autorisées.**

La prestation supplémentaire éventuelle est une prestation qui s'ajoute à l'offre. Elle est décrite dans les documents de la consultation. **Il n'est pas demandé de prestations supplémentaires éventuelles.**

### 2.2 - Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 mois à compter du 6 juillet 2026 ou à compter de la date de notification de si celle-ci est postérieure au 6 juillet 2026.

Il est reconductible **tacitement** une (1) fois pour une durée identique. Les modalités de reconduction sont précisées à l'article 6.3 de l'acte d'engagement.

## 2.3 - Forme juridique des groupements

Aucune forme de groupement n'est imposée par le pouvoir adjudicateur.

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats de présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements, conformément à l'article R 2142-21 du Code de la Commande Publique.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles en application de l'article R 2142-24 du Code de la Commande Publique.

## 2.4 - Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **150 jours** à compter de la date limite de remise des offres indiquée sur la page de garde du présent règlement de la consultation.

## Article 3 - Contenu du dossier de consultation

Les documents de la consultation sont mis à disposition des opérateurs économiques sur la plateforme de dématérialisation <https://marchespublics596280.fr>. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé les documents de la consultation après identification sont informés des éventuelles modifications qui y sont apportées.

### 3.1 - Contenu du dossier de consultation

La liste des documents de la consultation mis à disposition figure ci-après :

#### 00. REGLEMENT DE CONSULTATION & ANNEXES

- 00.01. REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)
- 00.02. ATTESTATION DE CANDIDATURE SIMPLIFIEE
- 00.03. ATTESTATION SUR L'HONNEUR
- 00.04. GUIDE UTILISATEUR DU PROFIL ACHETEUR

#### 01. DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

##### 01.01. LOT N°1

- 01.01.01. ACTE D'ENGAGEMENT (AE)
- 01.01.02. BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES (BPU)
- 01.01.03. DEVIS QUANTITIF ESTIMATIF (DQE)

##### 01.02. LOT N°2

- 01.02.01. ACTE D'ENGAGEMENT (AE)
- 01.02.02. BORDEREAUX DES PRIX UNITAIRES (BPU)
- 01.02.03. DEVIS QUANTITIF ESTIMATIF (DQE)

##### 01.03. CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS LES LOTS

##### 01.04. CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

##### 01.05. EXEMPLE DE TRAJETS

### 3.2 - Modification de détail du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré un dossier de consultation, **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation**, des renseignements complémentaires soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

## Article 4 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres sont entièrement rédigées en langue française. Si, à l'appui de son offre, le candidat fournit des documents qui ne sont pas rédigés en français, il devra y joindre une traduction en français.

### 4.1 - Contenu de l'enveloppe à remettre par le candidat

#### 4.1.1 – Éléments relatifs à la candidature au stade du dépôt des offres

Pour le présent marché, les éléments relatifs à la candidature sont :

Désignation	Format fichier
Attestation de candidature simplifiée (Modèle ville) <b>complétée et signée</b>	PDF
Attestation sur l'honneur (Modèle ville) <b>complétée et signée</b>	PDF

**Seul l'attributaire devra fournir les justificatifs relatifs à la candidature énumérés à l'article 4.2.1 du présent règlement de la consultation.**

#### 4.1.2 – Éléments relatifs à l'offre (aucune signature n'est exigée lors de la remise)

Le candidat remet les pièces suivantes :

Pièces à fournir par lot, le cas échéant	Format
L'acte d'engagement <b>complété et daté</b>	DOC
Le(s) bordereau(x) des prix unitaires (BPU) <b>complété(s)</b>	XLS
Le(s) devis quantitatif(s) estimatif(s) (DQE) <b>complété(s)</b>	XLS
Un mémoire technique comprenant les éléments demandés à l'annexe du règlement de la consultation	PDF
Un RIB ou équivalent, dont l'intitulé doit correspondre à la raison sociale mentionnée à l'acte d'engagement.	PDF

### 4.2 - Pièces devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

#### 4.2.1 – Pièces de candidatures devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

##### A – Éléments relatifs à la candidature

L'attributaire pressenti devra fournir les documents suivants :

Pièces à fournir	Informations
Une attestation d'assurances des risques professionnels pertinents	Attestation en cours de validité
Chiffre d'affaires global du candidat et, du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles :	Déclaration DC2 disponible sur : <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics</a>
Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les 3 dernières années	En version WORD ou PDF
Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat	En version WORD ou PDF
Attestation d'inscription au registre des transporteurs publics routiers de personnes	En version WORD ou PDF
Liste de références objet du marché fournis au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.	En version WORD ou PDF

#### B – Pièces à remettre en cas de cotraitance et de sous-traitance :

Si le candidat a besoin d'autres opérateurs économiques (sous-traitants, cotraitants, etc.) pour remplir les capacités professionnelles, techniques et financières définies ci-avant, il peut demander que soient également prises en compte leurs capacités.

Documents à fournir	Co-traitant	Sous-traitant
Une attestation d'assurance, en cours de validité, couvrant la responsabilité civile professionnelle	X	X
Justificatifs des exigences pour lesquels le candidat est présent dans le groupement ou est présenté comme sous-traitant	X	X
ATTRI2, <a href="https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics">https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics</a>		X

#### *4.2.2 – Pièces de l'offres devant être remises par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché*

##### A – Acte d'engagement et ATTRI2 signés :

1. **Acte d'engagement** daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des cotraitants).
2. **ATTRI2** en cas de sous-traitance signé par le titulaire et le sous-traitant.

##### Précisions en cas de signature électronique :

Afin de faciliter l'exploitation des documents électroniques par la Ville de Oignies, il est demandé à l'attributaire de **privilégier la signature au format PAdES.**

##### B – Autres pièces à remettre et à mettre à jour (Article R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la Commande Publique) :

1. **Dans le cas d'emploi de travailleurs étrangers**, la liste nominative des salariés étrangers employés par le candidat et soumis à l'autorisation de travail mentionnée à l'article L5221- 2 du Code du Travail. Cette liste précise pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type de numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail (article D8254-2). En cas de recours à la sous-traitance, le sous-traitant devra également fournir cette liste.
2. Le cas échéant, **les autres justificatifs sociaux** en cours de validité délivrés par les organismes concernés (CIPAV, ...).
3. Le cas échéant, **en cas de détachement d'un ou de plusieurs salariés**, les documents suivants :
  - 3.1. *Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du Travail ;*
  - 3.2. *Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du Travail.*
4. La copie du ou des jugements prononcés en cas de redressement judiciaire, le cas échéant.
5. Un document signé relatif aux pouvoirs (délégation expresse) de la personne habilitée à engager la société si le signataire de l'acte d'engagement n'est pas le mandataire social désigné par la loi. En cas de cotraitance, joindre les pouvoirs de tous les cotraitants, le cas échéant.
6. Les justificatifs fiscaux en cours de validité délivrés par les organismes concernés.
7. Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (attestation de vigilance), datant de moins de 6 mois, y compris mention attestant de la régularité de la situation au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés (à compter du 1er juillet 2021).
8. Lorsque l'immatriculation au registre du commerce ou des sociétés est obligatoire ou s'il s'agit d'une profession réglementée : un extrait K ou K bis datant de moins de 6 mois ou équivalent.

En cas de cotraitance, ces documents doivent être remis par chaque membre du groupement. Dans l'hypothèse où l'entreprise ne fournirait pas ces documents dans le délai imparti, **son offre sera rejetée sans possibilité de régularisation.**

## Article 5 - Conditions d'envoi des offres

### 5.1 - Présentation et dépôt des plis

Les candidats doivent transmettre leur offre sur le profil d'acheteur : <https://marchespublics596280.fr>. Les candidats peuvent également procéder à l'envoi d'une copie de sauvegarde sur support physique électronique.

#### **\* Remise des plis sur le profil d'acheteur**

Le pli contient tous les éléments listés à l'article 4.1 ci-dessus.

Le dépôt électronique doit obligatoirement être terminé avant la date et l'heure limites indiquées en page de garde du présent règlement. Il donnera lieu à un accusé de réception mentionnant la date et l'heure de fin de la réception. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limites est considéré comme hors délai.

En cas de survenance d'un problème technique ou lié à l'utilisation du profil d'acheteur, le candidat peut utiliser l'assistance en ligne.

#### **\* Remise d'une copie de sauvegarde (facultative)**

Le copie sauvegarde contient tous les éléments listés à l'article 4.1 ci-dessus et doit être présentée sous pli cacheté portant le nom du candidat. Les dossiers remis sous enveloppe non cachetée ne sont pas retenus et sont renvoyés à leurs auteurs.

Elle doit parvenir dans le délai indiqué en page de garde du présent règlement de la consultation. Elle peut être déposée, contre récépissé, les jours ouvrés du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et 13h30 à 17h30, à l'adresse suivante :

**Mairie de Oignies- Service Achats Marchés Publics – NE PAS OUVRIR**  
**Marché n°2026/04 : Transports collectifs privés destinés à répondre aux besoins des services communaux- Lot n°...**  
**Place de la IVème République**  
**62590 OIGNIES**

Elle peut également être transmise par courrier, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception et de garantir la confidentialité, à l'adresse reprise ci-dessus.

La copie de sauvegarde parvenue régulièrement sera ouverte dans les cas suivants :

- Détection d'un programme informatique malveillant dans l'offre transmise par voie électronique ;
- Impossibilité pour le pouvoir adjudicateur d'ouvrir l'offre transmise par voie électronique.

### 5.2 - Date et heure limites de réception

Les offres doivent être remises ou parvenues à destination au plus tard à la date et l'heure limites mentionnées sur la page de garde du présent règlement. Les dossiers qui parviendraient après la date et l'heure limites ne seront pas retenus et seront renvoyés.

## Article 6 - Sélection des candidatures et jugement des offres

### 6.1 - Sélection des candidatures

Si le pouvoir adjudicateur constate que des pièces relatives à la candidature, dont la production était réclamée, sont absentes ou incomplètes, le candidat pourra être invité à compléter son dossier dans un délai approprié.

Si, passé ce délai, le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée. Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation.

### 6.2 - Sélection des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152- 1 et R. 2152-2 du Code de la Commande Publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue, à l'issue d'un classement, sur la base des critères de sélection pondérés de la manière suivante :

Intitulé des critères de jugement des offres	Points
<b>I – Critère Prix, analysé sur la base du devis quantitatif estimatif (DQE)</b>	<b>50</b>
<b>II – Critère valeur technique, décomposée de la manière suivante :</b>	<b>40</b>
<i>II.1 - Organisation administrative et technique et gestion des commandes pour répondre à la demande (nombre de chauffeurs, équipe administrative dédiée au suivi des demandes et procédure d'organisation pour le traitement des demandes dans les délais impartis, ...)</i>	15
<i>II.2 - Flotte de véhicules affectée à la réalisation des prestations (type, âge et capacité des véhicules affectés, certificats d'entretien des véhicules), équipements de sécurité, confort, accessibilité PMR, ...)</i>	15
<i>II.3 - Mesures proposées pour assurer la continuité de la prestation et la réactivité du prestataire lors d'imprévu, de panne ou d'accidents survenus en cours de trajet et l'engagement de ne pas laisser les passagers livrés à eux-mêmes</i>	10
<b>III – Critère environnementale, décomposée de la manière suivante :</b>	<b>10</b>
<i>III.1 - Emission du parc de véhicules destinés à la réalisation des prestations</i>	5
<i>III.2 - Actions mises en place en faveur du développement durable (pour économiser les fluides, produits utilisés pour le nettoyage des véhicules, recyclage des pneus, ...)</i>	5

**L'offre « technique » et celle « environnementale » ayant obtenu le plus grand nombre de points se verra attribuer la note maximale affectée au critère. Les autres offres sur ces critères sont notées de la façon suivante : points maximum x (points candidat évalué / points candidat ayant obtenu le plus grand nombre de points).**

#### Méthode de notation :

##### **I - Critère Prix (50 points) :**

L'offre la moins disante obtient la note de **50 points**. Ensuite, les offres analysées sont évaluées de la manière suivante :

$$\text{Note du candidat} = (\text{Offre la moins disante} / \text{Offre du candidat}) \times 50$$

##### **II - Critère valeur technique (40 points)**

La notation des sous-critères *II.1*, *II.2* et *II.3* est effectuée de la façon suivante :

Qualificatifs	Appréciations	Note / 5	Note / 10	Note / 15	
<b>Absence de réponse</b>	<b>Absence de réponse</b> ou réponse incohérente	0	0	0	
<b>Offre insuffisante</b>	<b>Réponse succincte</b> ou faisant l'objet d'observations significatives, majeures	1,25	2,5	3,75	
<b>Offre moyenne</b>	<b>Offre acceptable</b> dans son ensemble avec plusieurs réserves, ou répondant partiellement aux attentes	2,5	5	7,5	
<b>Offre satisfaisante</b>	<b>Réponse adaptée</b> mais faisant l'objet d'observations mineures	3,75	7,5	11,25	
<b>Offre très satisfaisante</b>	<b>Réponse parfaitement adaptée</b> , n'appelant aucune observation	5	10	15	

##### **III - Critère environnemental (10 points)**

La notation des sous-critères *III.1* et *III.2* est identique à celle de la valeur technique.

La ville de Oignies se réserve la possibilité de demander au candidat toute information complémentaire sur son offre susceptible d'éclairer le choix du prestataire (ex : décompositions ou sous-détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix, ...).

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en chiffres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.



Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report par rapport au BPU qui seraient constatées dans le détail estimatif (DQE) seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du DQE qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En cas de classement en première position de candidats ex aequo à l'issue de l'analyse des offres, le candidat ayant eu la meilleure note sur le critère prépondérant, ou à défaut sur le sous-critère prépondérant, se verra déclaré attributaire pressenti.

#### **Offre anormalement basse :**

Conformément à l'article R2152-3 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

### **6.3 - Négociation**

Après l'analyse des offres, une phase de négociation pourra être effectuée. Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des points du marché. Le marché pourra également être attribué sur la base des offres initiales sans négociation. La négociation pourra avoir pour objet la régularisation de la proposition.

La négociation pourra se faire :

- Soit via le profil acheteur de la Collectivité ;
- Soit par un entretien organisé par l'acheteur et suivi d'un compte-rendu

## **Article 7 - Renseignements complémentaires**

### **7.1 - Renseignements complémentaires**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'envoyer aux entreprises ayant retiré un dossier de consultation, **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation**, des renseignements complémentaires, soit à son initiative soit à la suite de questions posées par un opérateur économique. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

**En vertu du principe d'égalité de traitement des candidats, les questions posées oralement et/ou par téléphone ne recevront aucune réponse, il en sera de même pour les questions envoyées par courriel.**

Les opérateurs économiques souhaitant obtenir tout renseignement complémentaire qui leur serait nécessaire au cours de leur étude doivent poster une question **uniquement** sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr> via l'onglet « Question » de la consultation **au plus tard à la date indiquée en page de garde du présent règlement de la consultation.**

**Les demandes reçues après cette date et heure ne recevront pas de réponse.**

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres ci-dessus était reportée, les dispositions précédentes seraient applicables en fonction de cette nouvelle date.

Les renseignements complémentaires sont transmis par la ville de Oignies exclusivement sur la plateforme <https://marchespublics596280.fr>. Seuls les opérateurs économiques ayant téléchargé le dossier de consultation après identification recevront un mail d'avertissement les invitant à télécharger les nouveaux documents.

### **7.2 - Visite sur sites**

Aucune visite n'est prévue pour cette consultation.

### **7.3 - Voies de recours**

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LILLE – 5, rue Geoffroy Saint-Hilaire – CS 62039 – 59014 LILLE CEDEX.

- **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
- **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).
- **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).

- **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LILLE.